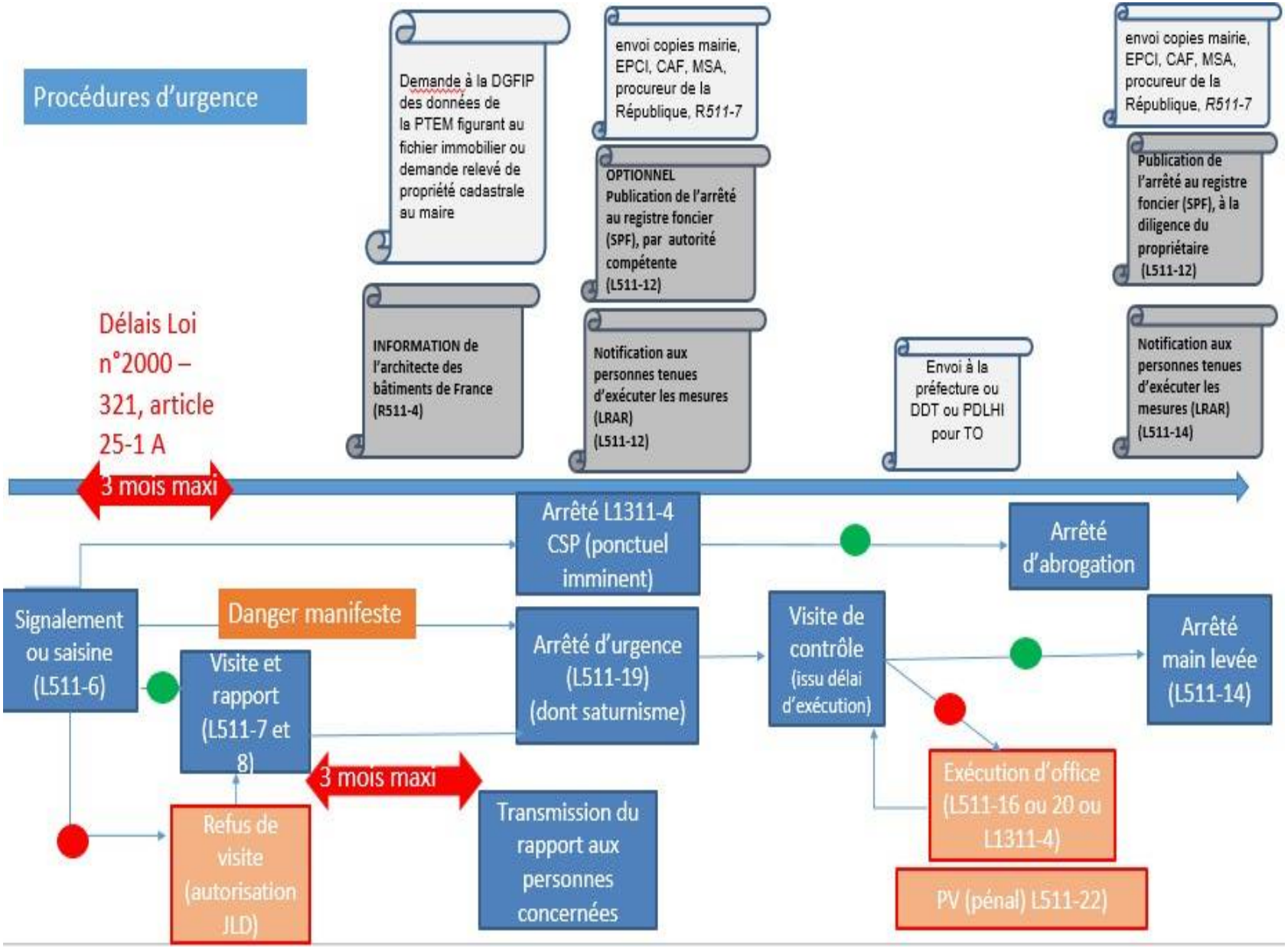
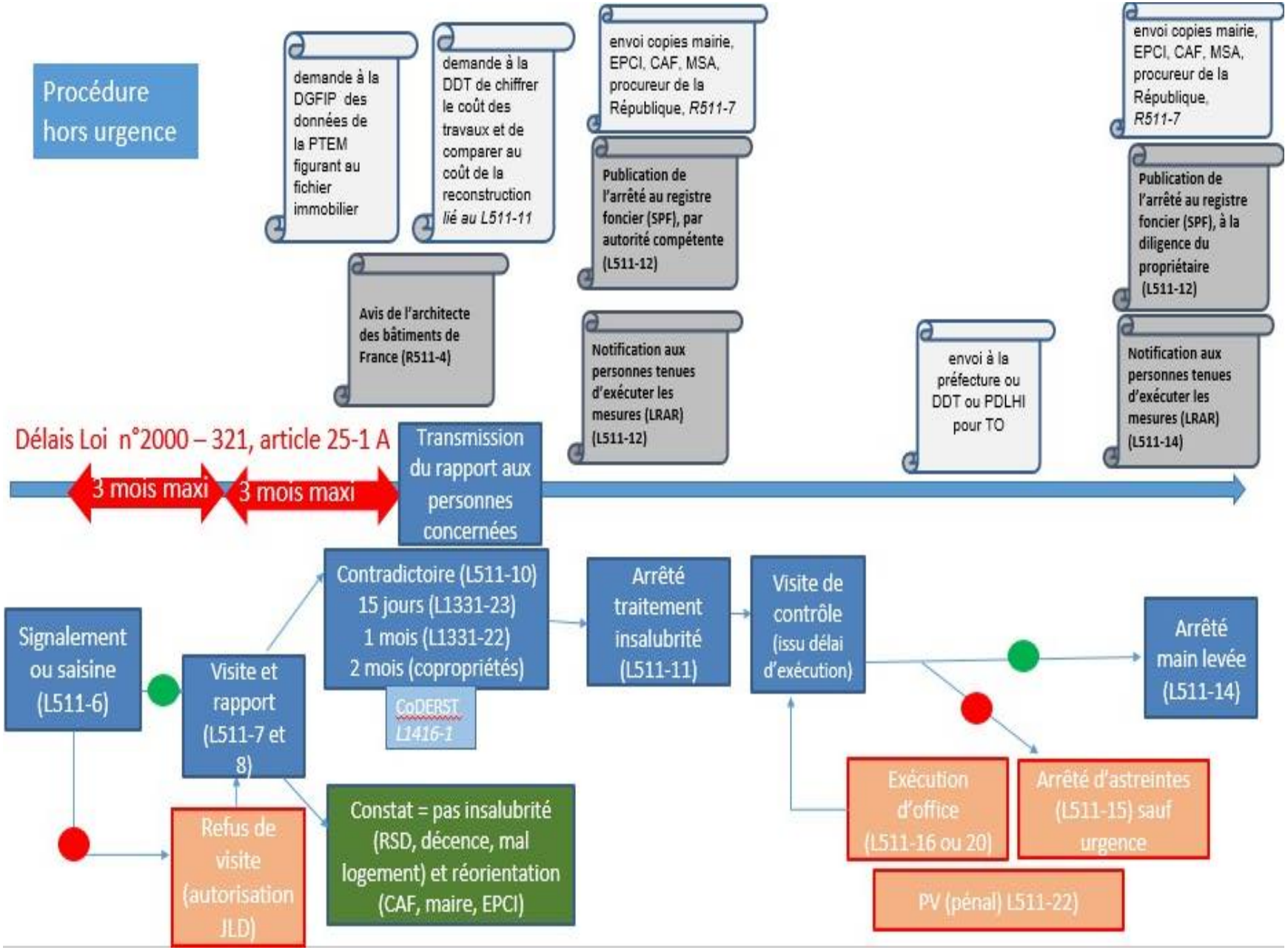
<u>Annexe 1</u> : Schémas de la nouvelle procédure (y compris en situation d'urgence)




Procédure hors urgence
demande à la DGFIP des données de la PTEM figurant au fichier immobilier
demande à la DDT de chiffrer le coût des travaux et de comparer au coût de la reconstruction lié au L511-11
envoi copies mairie, EPCI, CAF, MSA, procureur de la République, R511-7
envoi copies mairie, EPCI, CAF, MSA, procureur de la République, R511-7
Publication de l'arrêté au registre foncier (SPF), par autorité compétente (L511-12)
Publication de l'arrêté au registre foncier (SPF), à la diligence du propriétaire (L511-12)
Avis de l'architecte des bâtiments de France (R511-4)
Notification aux personnes tenues d'exécuter les mesures (LRAR) (L511-12)
envoi à la préfecture ou DDT ou PDLHI pour TO
Notification aux personnes tenues d'exécuter les mesures (LRAR) (L511-14)
Délais Loi n°2000 – 321, article 25-1 A
3 mois maxi
3 mois maxi
Transmission du rapport aux personnes concernées
Signalement ou saisine (L511-6)
Visite et rapport (L511-7 et 8)
Contradictoire (L511-10)
15 jours (L1331-23)
1 mois (L1331-22)
2 mois (copropriétés)
CoDERST L1416-1
Arrêté traitement insalubrité (L511-11)
Visite de contrôle (issu délai d'exécution)
Arrêté main levée (L511-14)
Refus de visite (autorisation JLD)
Constat = pas insalubrité (RSD, décence, mal logement) et réorientation (CAF, maire, EPCI)
Exécution d'office (L511-16 ou 20)
Arrêté d'astreintes (L511-15) sauf urgence
PV (pénal) L511-22)